



Lâ??occupation amÃ©ricaine de Gaza a commencÃ©

Description

Les plans du Â« Conseil de la paix Â» de Donald Trump indiquent que son objectif ne se limite pas Ã faire de Gaza un espace destinÃ© aux Ã©lites fortunÃ©es, mais vise plutÃ´t Ã placer lâ??enclave sous une occupation amÃ©ricaine permanente.



Donald Trump annonce la création du «conseil de la paix», le 22 janvier 2026, au forum Économique mondial de Davos, en Suisse. Image : Benedikt von loebell @ forum Économique mondial.

Par Mitchell Plitnick, le 30 janvier 2026.

Cette semaine, *Drop Site News* a révélé un projet de résolution émanant du nouveau « Conseil de la paix » de Donald Trump. Ce texte expose ce qui constitue en substance la phase 2 du plan de paix irréaliste de Trump, qui a inauguré une nouvelle phase de violences à Gaza sous couvert d'un cessez-le-feu.

Les mesures d'écrites dans cette résolution font abstraction des réalités sur le terrain et dressent un tableau extrêmement sombre des intentions américaines pour Gaza. Loin d'abandonner l'imagerie absurde et offensante diffusée l'an dernier par Donald Trump dans une vidéo générée par intelligence artificielle, le montrant aux côtés d'Elon Musk sur une plage d'une Gaza méconnaissable, cette résolution constitue en réalité un plan d'attaque visant à transformer Gaza en un espace réservé aux plus fortunés, tel que l'a présenté Jared Kushner lors du Forum économique mondial de Davos la semaine dernière. Dans ce scénario, les seuls Palestiniens autorisés à y rester auront tout à fait à se lectionner pour servir le nouveau régime.

Il s'agira ainsi d'une Gaza placée sous occupation américaine permanente.

Le « Conseil exécutif » chargé de gouverner Gaza

Bien que le « Conseil de la paix » (Board of Peace, BoP) ait mobilisé l'attention, il ne constitue pas l'organe central pour Gaza. Le BoP est conçu comme une structure internationale destinée à concurrencer les Nations unies. Il est actuellement composé exclusivement de figures d'extrême-droite ou de dirigeants autocratiques, une configuration qui devrait perdurer.

Le BoP sera présidé par Donald Trump, dans un rôle personnel distinct de ses fonctions de président des États-Unis. Il disposera d'un contrôle total sur la composition du Conseil ainsi que d'un droit de veto absolu sur l'ensemble de ses décisions. Donald Trump restera la tête du BoP jusqu'à ce qu'il choisisse de s'en retirer ou jusqu'à son décès, et il sera seul habilité à désigner son successeur. Il s'agit bien d'un système autocratique clairement assumé.

Le BoP peut déléguer ses pouvoirs à sa convenance, ce qu'il a fait pour Gaza. L'organe appelé à gouverner le territoire est le « Conseil exécutif » (Executive Board, EB). Celui-ci ayant également d'autres domaines de compétence, il a son tour délégué ses pouvoirs à une instance spécifique, le Conseil exécutif de Gaza (Gaza Executive Board, GEB). Nombreux sont les membres de l'EB à faire également partie du GEB

Parmi les membres du GEB figurent des personnalités bien connues, telles que Steve Witkoff, principal négociateur de Donald Trump ; Susan Wiles, sa cheffe de cabinet ; Jared Kushner, son gendre ; ainsi que Tony Blair, ancien Premier ministre britannique, impliqué dans l'invasion de l'Irak en 2003.

D'autres membres sont moins connus du grand public, mais l'ensemble de ces personnalités dessine une image préoccupante du fonctionnement envisagé pour ce Conseil.

Le ministre Hakan Fidan Ali Al-Thawadi est ministre des Affaires stratégiques du Qatar. Il a joué un rôle central dans les négociations entre les États-Unis et le Hamas au cours de l'année écoulée. Israël s'est opposé à sa nomination, sans toutefois manifester une opposition marquée. Al-Thawadi a noué une relation étroite avec Donald Trump.

Le général Hassan Rashad est le chef des services de renseignement égyptiens.

Marc Rowan est un milliardaire américain et un important donateur de la campagne présidentielle de Donald Trump. Il préside l'United Jewish Appeal-Federation of New York et occupe une place majeure au sein de la communauté juive américaine pro-israélienne. Rowan a joué un rôle central dans les tentatives de réduire au silence les critiques universitaires et étudiantes envers la politique israélienne à Gaza, tout comme dans la destitution de la présidente de l'Université de Pennsylvanie, Liz Magill, en 2024.

La ministre Reem Al-Hashimy est ministre d'État chargée de la coopération internationale aux Émirats arabes unis. Elle a été l'une des principales porte-parole des accords d'Abraham.

Nickolay Mladenov est un diplomate bulgare chevronné, ancien député européen et haut responsable des Nations unies. Il a travaillé étroitement avec Tony Blair au sein du Quartet, un organe international censé promouvoir une solution deux États entre Israël et la Palestine, largement considéré comme un échec ; il a également soutenu les accords d'Abraham lors de leur signature. En tant que diplomate, Mladenov a berné des médias publics de la part d'Israël, des États-Unis, de l'Autorité palestinienne ainsi que de dirigeants du Hamas. Il a également été nommé par Donald Trump à haut représentant pour Gaza, ce qui lui confère un rôle central et élargi dans la mise en œuvre du plan Trump. Pour autant, Mladenov avait exprimé des réserves sur le « deal du siècle » du premier mandat de Trump, ce qui soulève des interrogations sur les circonstances de son ralliement.

Yakir Gabay est un citoyen israélien et chypriote, milliardaire de l'immobilier. Il s'est récemment illustré par son implication dans des pressions exercées sur le maire de New York, Eric Adams, afin que la police intervienne contre les manifestations étudiantes pro-palestiniennes à l'université Columbia.

Sigrid Kaag est une diplomate de longue date des Nations unies et ancienne ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. Elle occupait jusqu'en juin dernier le poste de coordinatrice spéciale de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient. Elle n'a pas commenté sa supposée nomination au sein du GEB et sa participation reste incertaine.

Aucun Palestinien ne siège au Conseil exécutif de Gaza. De surcroît, aucun de ses membres n'a d'antécédents connus de défense des intérêts palestiniens. Le Conseil exécutif (EB), auquel le GEB est censé servir de structure « consultative », est composé majoritairement des mêmes personnalités que le GEB : Witkoff, Wiles, Kushner, Blair et Rowan y siègent également, aux côtés du secrétaire d'État américain Marco Rubio et du secrétaire général adjoint du Conseil de sécurité nationale, Robert Gabriel.

Donald Trump a nommé au sein de l'EB le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, ainsi que l'avocat Martin Edelman, proche à la fois de Trump et des Émirats arabes unis. Aryeh Lightstone, ancien conseiller de l'ambassadeur américain en Israël sous le premier mandat de Trump, David Friedman, et Josh Gruenbaum, fonctionnaire ayant travaillé étroitement avec Witkoff et Kushner, ont été désignés conseillers du Conseil exécutif.

Les Palestiniens exclus de la planification de l'avenir de Gaza

Bien qu'aucun.e Israélien.ne ne siège au Conseil exécutif, celui-ci est largement composé de soutiens radicaux de la droite israélienne et du Premier ministre Benjamin Netanyahu, ce qui rend le mandat volontairement flou de l'ensemble du dispositif d'autant plus préoccupant. La proposition publiée par *Drop Site* stipule que « les activités de reconstruction et de réhabilitation du Conseil seront exclusivement consacrées à ceux qui considèrent Gaza comme leur foyer et leur lieu de résidence »

Cependant, le texte ne prévoit aucune possibilité pour la population de Gaza de participer à la prise de décision concernant sa situation actuelle, encore moins son avenir. Le Conseil exécutif exerce un contrôle total sur l'ensemble du cadre juridique, tandis que la sécurité est confiée à une Force internationale de stabilisation (International Stabilization Force, ISF) dirigée par les États-Unis. Cette force doit être placée sous le commandement du major-général américain Jasper Jeffers. Donald Trump détient seul le pouvoir de révoquer le commandant de l'ISF et doit approuver personnellement toute nomination destinée à le remplacer. Le plan précise en outre que « seules les personnes qui soutiennent et agissent de manière cohérente avec le Plan global de Trump pour Gaza seront habilitées à participer aux activités de gouvernance, de reconstruction, de développement économique ou d'assistance humanitaire à Gaza ».

Le seul rôle actuellement envisagé pour les Palestiniens de Gaza consiste à mettre en œuvre les décisions prises à leur place.

En d'autres termes, tout Palestinien souhaitant participer, de quelque manière que ce soit, à la vie de Gaza devrait satisfaire au critère décisif imposé par Donald Trump : soutenir le contrôle américain externe de la bande de Gaza. Il en irait de même pour toute entreprise, ONG ou même tout individu désireux de contribuer, d'une façon ou d'une autre, à la reconstruction de Gaza, sur les plans physique, politique ou économique.

Dans l'idéal envisagé par Donald Trump et Jared Kushner, Gaza serait transformée en une vaste « ville-usine » (*company town*). La majeure partie du littoral serait consacrée au tourisme. Une large portion de la frontière orientale avec Israël serait dédiée à des zones industrielles et à d'immenses centres de données, reflétant très probablement les investissements massifs de Trump et de ses partenaires émiratis dans le domaine de l'intelligence artificielle. Entre ces espaces s'étendraient des zones résidentielles séparées par des parcs, des terres agricoles et des infrastructures sportives. En Cisjordanie, de tels parcs et zones agricoles sont fréquemment classés comme zones militaires fermées et affectés à d'autres usages par la puissance occupante. Comme cela apparaît clairement depuis le début, le seul rôle envisagé pour les Palestiniens serait de gérer l'application des décisions du Conseil exécutif. Autrement dit, des technocrates palestiniens, des ouvriers et des employés administratifs seraient « autorisés » à mettre en œuvre des décisions prises à leur place.

L'occupation américaine de Gaza

Cette résolution n'apporte que quelques éléments supplémentaires aux idées inabouties que Donald Trump avance depuis le mois d'octobre. Elle repose toujours sur l'hypothèse d'un avenir proche dans lequel le Hamas aurait volontairement déposé les armes, Israël se

serait retiré de Gaza, et la Force internationale de stabilisation (ISF) aurait pris le contrôle de la sécurité avec l'assentiment des Palestiniens restant sur le territoire. Ces hypothèses relèvent entièrement de la fiction.

Le Hamas a répété à plusieurs reprises qu'il était disposé à discuter d'une mise hors service de ses armes, mais pas de leur abandon total. Dans un contexte où Israël finance de nouveau des groupes palestiniens armés dissidents à Gaza, un désarmement complet équivaudrait à un suicide pour de nombreux membres du Hamas, du Jihad islamique et d'autres factions. Les États-Unis évoquent la possibilité d'offrir une amnistie, voire un programme de rachat des armes. Toutefois, ces propositions apparaissent largement inopérantes si le désarmement expose les membres du Hamas à des risques mortels, même en supposant que Washington respecte ses engagements et qu'Israël ne cherche pas à traquer ces combattants. Par ailleurs, Israël manifeste une hostilité croissante à l'égard de l'ensemble de ce plan. Les autorités israéliennes privilégieraient une nouvelle offensive contre Gaza, d'autant plus qu'il n'y a désormais plus d'otages, vivants ou morts, à prendre en compte.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu affirme ouvertement qu'Israël n'autorisera aucune reconstruction à Gaza, où des civils, y compris des nourrissons, continuent de mourir non seulement sous les frappes militaires, mais aussi en raison du refus de fournir aux Palestiniens les matériaux nécessaires pour se protéger des rigueurs de l'hiver, et ce tant que le Hamas ne sera pas « désarmé ». Il affirme également qu'Israël maintiendra un « contrôle sécuritaire » sur Gaza de manière permanente. Israël a informé les États-Unis de son intention d'étendre la zone sous contrôle israélien dans la bande de Gaza, qui couvre déjà bien plus de la moitié du territoire, plutôt que de la réduire, comme le prévoit le plan de Donald Trump.

Ce qui est en train de se mettre en place à Gaza relève d'une nouvelle forme d'occupation étrangère. Cette fois, les États-Unis en seraient la force dominante sur le terrain, et une occupation dirigée par Washington rencontrerait une résistance comparable à celle rencontrée par l'occupation israélienne. Selon plusieurs sources, Israël a d'ores et déjà élaboré un plan pour une vaste opération militaire, marquant un retour à l'offensive massive de l'an dernier. Cette opération devrait être lancée en mars, sauf si les États-Unis s'y opposent explicitement. Par ailleurs, de nombreuses incertitudes subsistent quant à la composition éventuelle de la Force internationale de stabilisation (ISF). Si plusieurs États ont promis de soutenir le désarmement de Gaza, beaucoup se montrent réticents à participer à une telle force si des affrontements avec des groupes palestiniens armés sont prévisibles.

Cette réticence est largement compréhensible. Ce qui prend forme à Gaza correspond à un nouveau type d'occupation étrangère. Cette fois, les États-Unis seraient la principale force déployée sur le terrain, à moins qu'ils n'autorisent Israël à reprendre son offensive à une option que Donald Trump ne souhaite pas. Une telle évolution constituerait l'un des plus grands échecs de sa présidence et viendrait contredire son affirmation selon laquelle il aurait « mis fin aux guerres partout dans le monde ».

Mais des troupes étrangères restent des troupes étrangères. Il est possible que l'administration Trump ait fini par croire pleinement à son propre discours absurde, qui est aussi celui d'Israël, selon lequel si l'oppression exercée sur les Palestiniens n'est pas

israélienne, ceux-ci pourraient être contraincs et renonceraient à lutter pour leur liberté. Cette vision repose sur l'idée que la cause palestinienne se réduirait exclusivement à une hostilité envers « les Juifs ». Or, une occupation dirigée par les États-Unis rencontrerait une résistance comparable à celle que rencontre l'occupation israélienne, y compris dans l'hypothèse où le Hamas serait dissarmé.

Une occupation américaine de Gaza, exercée au nom d'Israël, serait tout aussi rejetée par les Palestiniens qu'une occupation israélienne soutenue par Washington. Il faudra peut-être du temps à la population de Gaza, après plus de deux ans et demi de guerre, pour se réorganiser et structurer une résistance significative, mais celle-ci émergera, comme cela a toujours été le cas. La solution est pourtant simple : garantir aux Palestiniens leur liberté et leurs droits. Mais cette option demeure hors du champ de réflexion de Washington et de Tel-Aviv. Ainsi se dessine une nouvelle occupation, qui ne sera en rien plus acceptable que l'ancienne.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : C.B

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2026/02/03